RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DU VAR

Saint-Maximin
la-Sainte-Baume

ARRÊTÉ DU MAIRE N° 955/2026
PORTANT SUR L'AUTORISATION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume ;

VU le Code le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, Article L2122-22, L2122-23,

VU le Décret-Loi du 17 Juin 1938, devenu Article L.84 du code du Domaine de l'Etat,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

CONSIDÉRANT la requête en date 20 octobre 2026 par laquelle **Monsieur Gérard MONNIER**, Président de **l'association « Le Souvenir Français »**, sollicite une autorisation d'occupation temporaire du domaine public du **mercredi 28 octobre au jeudi 05 novembre 2026** à l'entrée du cimetière, monument aux morts, pour la quête du Souvenir Français.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'association « Le Souvenir Français » est autorisée à occuper temporairement le domaine public sur la commune de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume du **mercredi 28 octobre au jeudi 05 novembre 2026** à l'entrée du cimetière, monument aux morts, pour la quête du Souvenir Français.

ARTICLE 2 : La présente autorisation se rapportera exclusivement à la quête pour le Souvenir Français et est accordée à charge pour le bénéficiaire de se conformer aux conditions spéciales énoncées aux articles ci-après.

ARTICLE 3 : Le domaine public ne pourra être occupé qu'aux dates et lieux suivants :

- **Mercredi 28 octobre : Cimetière + monument aux morts,**
- **Jeudi 29 octobre au mardi 03 novembre : cimetière,**
- **Mercredi 04 novembre : Cimetière + monument aux morts,**
- **Jeudi 05 novembre cimetière de 8h00 à 18h00.**

ARTICLE 4 : Les divers équipements mobiliers ne devront comporter aucun joint de fixation au sol et ne devront pas faire obstacle à la libre circulation des piétons.

Les divers équipements mobiliers demeurent sous l'entière responsabilité du pétitionnaire. Elles ne comportent aucun droit de cession **ni sous-location.**

ARTICLE 5 : Le titulaire de l'autorisation est responsable tant vis -à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers.

ARTICLE 6 : L'Association « Le Souvenir Français », est tenue de laisser propre les alentours de ses équipements mobiliers situés sur le domaine public.

ARTICLE 7 : La présente autorisation est pour tout ou partie révocable à toute époque sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour des raisons de non-respect par le permissionnaire des conditions imposées aux articles ci-dessus.

ARTICLE 8 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Toulon pour excès de pouvoir dans le délai de 2 mois à partir de sa notification.
Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 : Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, les agents de la Police Municipale, le commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la commune et publié sur le site de la ville.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'Etat, en application de l'article L 2131-1 du Code Générale des Collectivités Territoriales. Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L 2131-1 dudit code.

Le 21 octobre 2026
Rémy DECAIX
Conseiller Municipal
Délégué Sécurité et Prévention

